

Clôture de la Grande Arche de l'Industrie

Intervention de Frédéric SAINT-GEOURS Président de l'UIMM

Paris, le 19 mai 2011

Comme disent toujours les orateurs en commençant : rassurez-vous, je serai bref. Je disais ce matin que notre objectif était simple, il s'agissait de réfléchir ensemble au moyen de favoriser le développement de nos industries, à la fois dans leur dimension économique et dans leur dimension sociale. Je crois que les témoignages, les débats, les analyses de cette journée ont permis de dégager beaucoup de choses.

Rassurez-vous, je ne vais pas résumer tous les débats, mais je voudrais quand même insister sur les pistes de travail que les différentes tables rondes nous ont permis de dégager, elles vont nous être utiles pour plus tard.

D'abord, sur la compétitivité industrielle. L'innovation sans l'exportation, c'est quelque chose qui a du mal à déboucher. L'innovation génère plus d'exportations, et les grands ont partie liée avec les plus petits. On ne peut pas imaginer un tissu industriel qui ne mettrait pas en solidarité les petites, les moyennes et les grandes entreprises.

La politique industrielle ? Non justement, pas la politique industrielle : la politique pour l'industrie. Avec des conditions : l'épargne vers le financement des entreprises industrielles. Et des compétences grâce à l'attractivité et à l'amélioration de la formation et de l'orientation. Et puis, la dimension européenne : pas de politique pour l'industrie en France, il faut aussi une politique pour l'industrie en Europe, avec la politique de la concurrence, la politique de la recherche, la BCE et la monnaie.

Les compétences nécessaires pour le développement des industries : à nouveau, bien entendu, l'attractivité, le ré-enchantement. Et aussi, le système éducatif et l'orientation pour favoriser les vocations. Et la formation par alternance, moyen d'amener à l'emploi les jeunes et les moins jeunes.

Financer autrement la protection sociale : trouver une meilleure assiette pour mieux financer la protection sociale et dégager le poids qui pèse sur le travail, et donc sur l'emploi. Et quand même, optimiser le système actuel de protection sociale pour dégager des marges de manœuvre.

La flexi-sécurité du marché du travail : revoir les modalités d'arbitrage entre emploi, durée du travail et salaire. Et compléter les outils de sécurisation de parcours professionnels.

La richesse de nos débats me paraît justifier le choix que nous avons fait d'avoir cette démarche ouverte, participative, associant des experts, des syndicalistes, des chefs d'entreprise. Je voudrais remercier notamment Philippe Vivien, Jacques Bichot et Pierre Cahuc d'avoir ainsi engagé beaucoup de leur temps, et les remercier de la qualité des travaux qui nous ont permis de débattre cet après-midi.

Au-delà des pistes de travail que je viens d'évoquer, nous allons retenir trois thématiques transverses pour animer nos travaux, et notamment promouvoir ce nouvel équilibre du financement de la protection sociale pour dégager des marges de manœuvre en matière de coût du travail et d'emploi. En effet, nous n'allons pas nous arrêter là. Dès demain nos travaux se poursuivront, toujours selon la même démarche, qui sera une démarche d'écoute, afin d'identifier avec toutes les parties prenantes pour chacun des enjeux, des propositions de réforme concrètes, réalistes, chiffrées.

Notre objectif : rendre public avant la fin de l'année un manifeste pour le développement de l'industrie. Avec ce manifeste, nous entendons échanger avec les principaux candidats à l'élection présidentielle et avec nos interlocuteurs syndicaux.

Pour conclure notre réunion d'aujourd'hui, je voudrais vous dire qu'elle m'a convaincu de trois choses :

- la première, c'est qu'il y a urgence à des mesures fortes pour sortir du cercle vicieux : compétitivité dégradée, moins de marge, moins d'innovation, moins de compétitivité. Pour améliorer cette compétitivité et accélérer le développement, créer des emplois dans l'industrie ;
- la deuxième chose, c'est la nécessité d'une orientation de moyen terme, de stabilité des politiques, à partir du moment où ces politiques prennent le filtre de la compétitivité de l'industrie comme filtre de décision. Évidemment, un défi de rendre compatibles ces deux impératifs ;
- la troisième chose, peut-être la plus importante pour moi. Je vous disais en commençant ce matin que le pacte social que nous avons construit après la Seconde Guerre mondiale voyait ses fondements remis en cause. Tout ce que j'ai entendu aujourd'hui, la qualité des participations aux débats d'aujourd'hui me convainc que les conditions sont proches d'être réunies pour bâtir un nouveau pacte social entre les salariés et les entrepreneurs. Les entreprises pour trouver les moyens de leur adaptabilité, leur sécurité juridique qu'évoquait Jean-François à l'instant. Et les salariés pour trouver les moyens de l'amélioration de leurs compétences, de la sécurisation de leur parcours professionnel, et au fond – je le disais ce matin – de l'avenir de nos enfants dans les entreprises industrielles.

C'est pour moi un point tout à fait fondamental, si nous arrivons à avancer dans ce débat avec les candidats, mais plus généralement avec l'ensemble de nos interlocuteurs, et que nous arrivons à poser les bases de ce nouveau pacte social, alors nous aurons travaillé pour le développement de nos entreprises et de l'industrie, et donc de l'économie française.

Je voudrais remercier tous les gens qui ont participé à ce débat, vous-mêmes, et aussi tous ceux qui l'ont préparé, et les gens qui nous ont aidés aussi à vivre cette journée. Tous les experts, tous les chefs d'entreprise qui sont ici, tous les syndicalistes qui nous ont fait la joie de venir aussi débattre avec nous. Je vous donne rendez-vous très bientôt pour ce manifeste auquel vous contribuerez, puisque c'est vous qui allez le construire avec nous.

Merci beaucoup.